

Communiqué de presse

Lausanne, le 3 décembre 2025

L'Alliance vaudoise (PLR-UDC-Le Centre) condamne les violences commises contre les députés et rétablit les faits du débat budgétaire

L'Alliance vaudoise (PLR-UDC-Le Centre) condamne avec la plus grande fermeté les violences et intimidations qui ont visé plusieurs députées et députés en marge du débat budgétaire du mardi 2 décembre.

Des manifestants ont bloqué l'accès au Parlement, insulté des élues et élus, les ont bousculés, et certaines députées ont même été agressées physiquement. Ce climat d'hostilité délibérée a cherché à empêcher des élus démocratiquement mandatés d'exercer leur fonction.

Pour l'Alliance vaudoise (PLR-UDC-Le Centre), ces comportements franchissent une ligne rouge. Les images des événements du Capitole rappellent combien les violences dirigées contre les institutions peuvent dégénérer lorsqu'on tolère les premières dérives. Il est essentiel de réagir clairement et immédiatement, raison pour laquelle une résolution a été déposée ce jour.

Rétablir les faits : trois affirmations erronées à corriger

Les prises de position entendues hier au Grand Conseil ont souvent mêlé approximations et contre-vérités. L'Alliance vaudoise tient à rétablir certains faits :

1. La contribution de crise ne touche pas les classes salariales 1 à 5. Les discours laissant entendre le contraire sont faux. Les classes 1 à 5 sont exemptées, et la mesure ne provoquera une baisse effective de salaire que pour environ 15 % des collaboratrices et collaborateurs de l'État.
2. Le Conseil d'État ne s'est pas attribué d'augmentation de salaire. Aucun élu actuel ne recevra le moindre franc supplémentaire. Le projet présenté concerne exclusivement les futurs membres du Conseil d'État et vise à remplacer les rentes à vie. Il s'agit d'une réforme institutionnelle, pas d'un avantage personnel.



3. Le budget de l'État continue d'augmenter fortement. Parler de « démantèlement » ou d'austérité est infondé. Le budget 2026 prévoit une hausse massive des charges. La cohésion sociale, par exemple, recevra 282 millions de francs supplémentaires par rapport à 2025.

Pour une démocratie qui fonctionne sans intimidation

L'Alliance vaudoise (PLR-UDC-Le Centre) appelle à un retour au respect du débat démocratique. La contestation est légitime ; la violence ne l'est jamais. « La gauche et les syndicats doivent appeler les manifestants au calme. Les Vaudois, indépendamment de leur préférence partisane, veulent une démocratie sereine et des débats apaisés. Ces protestations violentes desservent la cause de la fonction publique », souligne Kevin Grangier, président de l'Alliance vaudoise (PLR-UDC-Le Centre)

Nous soutenons les députées et députés qui ont été pris pour cibles et demandons que des mesures soient prises pour éviter que de tels incidents ne se reproduisent. La démocratie repose sur la liberté d'expression, mais aussi sur la capacité des élus à siéger sans menace ni pression.

Contacts

Kevin Grangier, président de l'Alliance vaudoise, 079 432 37 64

Florence Bettschart-Narbel, présidente du PLR Vaud, 076 347 08 87

Sylvain Freymond, président de l'UDC du canton de Vaud, 079 549 51 93

Michele Mossi, président ai Le Centre Vaud, 079 506 29 70